

Rapport d'activités

2011

1962
50
2012

MCI Mouvement pour la
coopération internationale

15, rue des Savoises
CH-1205 Genève
T +41 (0)22 320 29 02
mci@mci.fgc.ch

Table des Matières

Introduction	3
Activités au Nord	4
Travail en réseau-Activités avec d'autres associations	4
Fédération Genevoise de Coopération (FGC).....	4
Plate-forme Suisse des peuples autochtones	5
Plate-forme Haïti de Suisse (PFHS).....	5
Colloque International « Haïti: des lendemains qui tremblent ».....	7
Centre international Développement et civilisations Lebrecht-Lfred.....	8
50 ^{ème} anniversaire du MCI	8
Soutiens et Prises de position.....	9
Rencontres à Genève avec nos partenaires du Sud	9
Civilistes	9
Activités au Sud.....	10
Economie solidaire	10
Argentine : « Appui à des initiatives communautaires pour un développement participatif – Renforcement d'une plateforme sociale et environnementale – La Plata ».....	10
Haïti: Promotion de la participation citoyenne de la Grande Ravine	13
Timor: Centro de Desenvolvimento Comunitario (CDC)	15
Peuples autochtones	17
Argentine : Conseil Assesseur Indigène (CAI) / Association Accesos	17
Colombie : Soutien à l'éducation de base des adultes et jeunes du peuple autochtone « Embera »	20
Pérou : Mise en place d'un programme de formation et de surveillance territoriale et renforcement institutionnel de la fédération Quechua du bassin Tigre (Feconat).....	21
Jeunes.....	24
Uruguay: Casa de la Mujer de la Unión (CMU).....	24

Introduction

L'année 2011 a peut-être été une année charnière pour le monde. Elle a coïncidé avec des revendications sociales (printemps arabe, mouvement des indignés) dans des pays qui n'y étaient pas (plus) habitués. Ces revendications reflètent une fracture à la fois sociale et économique. Elles se produisent l'année même où la Chine se hisse au rang de deuxième puissance économique mondiale, ce qui n'est pas tout à fait un hasard. C'est la globalisation qui a à la fois déclenché des révoltes et permis ce changement de hiérarchie entre pays matures et pays émergents (on disait il y a peu pays du Nord et pays du Sud). C'est la globalisation qui a fait que les « vieux » pays, autrefois créanciers nets, doivent maintenant se tourner vers un monde émergent disposant d'épargne. C'est la globalisation, parce qu'elle a été voulue comme un diktat des marchés, qui a renversé les rapports entre pays. C'est cette même globalisation qui par ses excès déclenche in fine une réflexion sur la démondialisation.

Pour le MCI également, 2011 a été une année charnière. Dernière étape avant un 50^{ème} anniversaire (en 2012) qui se veut justement l'occasion d'une réflexion, même modeste, sur l'état de l'aide au développement dans un monde global, l'année a permis de démarrer un exercice de capitalisation des expériences vécues avec nos partenaires pendant un demi-siècle. La lecture de ce rapport permettra de constater que des projets de terrain se sont poursuivis en parallèle et que, dans certains cas, des processus de capitalisation se sont enclenchés indépendamment de la démarche du MCI. De même, certains projets, de nature plus institutionnel et social, à finalité moins économique, se sont poursuivis sans l'aide du MCI. Ainsi, nous aussi, A notre niveau également, nous faisons l'expérience de l'autonomie petit à petit renforcée de nos amis du Sud...et c'est tant mieux!

Activités au Nord

Travail en réseau-Activités avec d'autres associations

Au cours de l'année 2011, le MCI a été actif avec divers mouvements sociaux et plates-formes ainsi qu'en partenariat avec d'autres associations pour des actions concrètes, et ceci autant à Genève qu'au niveau national et européen. On peut citer notamment : Fédération Genevoise de Coopération (FGC), Centre Lebret - Institut international de Recherche et de Formation Education et Développement (IRFED), Plateforme Haïti de Suisse (PFHS), Association pour la Promotion de l'Economie sociale et Solidaire (APRES). Dans le même registre, nous relèverons les points suivants :

- Le coordinateur du 50ème anniversaire du MCI a participé à un atelier de la « Cité de la Solidarité Internationale » sur l'optimisation des recherches de financement par le travail en réseau.
- Visite d'Olivier Langoisseux, ancien civiliste du MCI, puis expert pendant quatre années dans le projet du Centre de Développement communautaire (CDC-Timor) soutenu par le MCI, puis consultant. Olivier travaille maintenant en Indonésie.
- Une rencontre du MCI a été consacrée à la méthode « Force et faiblesse », atelier animé par Edith Kolo.

Fédération Genevoise de Coopération (FGC)

La Fédération genevoise de coopération, créée en 1966 et dont le MCI est membre fondateur, regroupe des associations siégeant à Genève et actives dans les domaines de la coopération au développement et/ou l'information au public sur les questions du développement et les rapports Nord-Sud. Elle a su se constituer en interlocutrice privilégiée des instances publiques pour l'obtention de fonds pour le financement de projets présentés par leurs membres. Le MCI continue à participer activement à cet espace de dialogue et d'échange, aussi bien au niveau de ses instances que de ses diverses activités.

Le troisième Carrefour Genevois de la Solidarité organisé par la FGC s'est tenu du 27 au 29 janvier 2011 au Forum Meyrin avec pour thème « Alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous ? » Il a donné lieu à de nombreux débats, expositions et stands avec une fréquentation estimée à 2000 visiteurs, ce qui peut être considéré comme un grand succès. Le MCI y a tenu un stand où l'on trouvait diverses publications, des livres, des calendriers du CAI (organisation Mapuche d'Argentine, soutenue par la MCI), de l'artisanat venant des Initiatives Communautaires du Réseau Social et Environnemental (projet soutenu par le MCI en Argentine) et des cartes postales et photos (Haïti et Timor). Huit membres du MCI ont tenu le stand. Ce fut aussi l'occasion de mieux connaître les membres des instances de la FGC, ainsi que les autres ONG membres de la FGC.

Pour plus de renseignements sur la FGC et ses engagements voir le site de la FGC : www.fgc.ch

FGC - Filière projets

La discussion en cours au sein de la FGC concernant la simplification de la filière a suivi son cours en 2011 (voir le rapport d'activité 2010). Le MCI a eu des contacts avec celles des associations membres de la FGC qui s'interrogent à ce sujet. Une rencontre a eu lieu le 7 juin au secrétariat de la FGC. Cette dernière était représentée par son président, le secrétaire général, une représentante de la commission technique et des membres du groupe de travail "FGC" chargé de préparer une proposition.

Le 12 octobre, le MCI a adressé une note à la FGC dans laquelle elle "*demande à la FGC de favoriser, par l'intermédiaire des AM qui veulent travailler dans ce sens, l'appui aux ONG du sud sur la base de leur programme d'action (sur trois à cinq ans) et besoins institutionnels par l'octroi de fonds souples, ou lignes de crédits. La participation à un programme d'action correspond mieux aux besoins de ces partenaires que de leur assurer le financement de telle ou telle ligne budgétaire. En retour, la présentation des comptes de l'ensemble du programme y gagnera en transparence*".

La simplification de la filière projet a été l'un des points principaux de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la FGC du 24 novembre. Quatre points étaient en débat : l'évaluation externe, le protocole d'entente, la coordination locale et l'échange de personnes. L'assemblée a été a eu se prononcer sur une prise de position relative à la durée d'un projet et d'un partenariat. Soit pas de limite, soit une limite fixée à 12 ans. Par 39 voix contre 4 les Associations Membres ont décidé de ne pas mettre de limite.

Cette décision satisfait pleinement le MCI qui a eu un sérieux différend avec la FGC à ce sujet. Pour les autres dispositions, le MCI sera attentif à leur application.

Plate-forme Suisse des peuples autochtones

Le MCI est membre et a participé au lancement de la plate-forme suisse des peuples autochtones en novembre 2011. Le but de cette plate-forme est de renforcer les actions et projets des organisations de la société civile suisse en faveur des peuples autochtones dans le monde, notamment en ce qui concerne leur visibilité et reconnaissance auprès du public suisse et des autorités publiques. Cette plate-forme a également été créée afin de favoriser l'échange d'information et d'expériences sur les actions de solidarité avec les peuples autochtones menées par diverses organisations de la société suisse. (<http://plateforme-autochtones.ifaway.net>).

Plate-forme Haïti de Suisse (PFHS)

La PFHS (Plate Forme Haïti suisse) existe depuis 1992 et regroupe plus de 20 organisations de solidarité avec Haïti. Le MCI en est membre depuis 2005. La PFHS à son tour est membre de la Coordination Europe-Haïti d'une part et de la Coalition des ONG suisses sur la restitution des fonds Duvalier d'autre part. Les travaux de la PFHS étaient en 2010 largement dominés par les conséquences de l'effroyable séisme du 12 janvier.

Exactement un an après, des représentants de la PFHS dont le MCI ont activement participé au Colloque universitaire convoqué par le CERAH¹ sous le titre : « Des lendemains qui tremblent ». Un livre a été publié² s'appuyant sur les travaux du Colloque et allant au-delà.

Un film a été réalisé, projeté et est disponible³ montrant l'action des organisations haïtiennes soutenues par leurs partenaires suisses, dont PAIS appuyé par le MCI.

1. Séisme : quel partenariat dans la controverse entre urgence et développement ?

Alors que les ONG réunies dans la PFHS se situent dans l'ensemble dans une perspective de développement, le séisme a produit sur le terrain en Haïti un déferlement d'organisations de toutes sortes (grandes ou petites, avec ou sans expérience antérieure, travaillant dans le désordre le plus complet) arrivant même à marginaliser les acteurs haïtiens au lieu de les valoriser et de s'appuyer sur eux. La PFHS a décidé de consacrer une journée entière, le 3 octobre 2011, à la mise à plat et de remise en perspective du rapport entre urgence et développement et du concept de partenariat. Journée préparée tant par les membres suisses que par les partenaires haïtiens à l'aide d'un questionnaire préalable⁴.

2. Retour des préoccupations dans la lutte pour les droits humains

Mais l'année 2011 à peine commencée, réservera d'autres surprises : les retours au pays de l'ex dictateur Jean Claude Duvalier (1971-1986) le 16 janvier après 25 ans d'exil en France d'une part et de l'ancien président Jean Bertrand Aristide (1991-1996, 2001-2004) le 18 mars d'autre part. Revenus avant la passation du pouvoir à un nouveau président⁵ et en pleine agitation électorale, ils ont, avec eux, ramené de nombreuses interrogations.

Les organisations de défense des droits humains en Haïti s'inquiètent, non seulement du retour de Jean Claude Duvalier, mais aussi de son comportement. La PFHS relaie leurs communiqués de presse de dénonciation et d'appels à la vigilance. Jean Claude Duvalier, assigné à résidence, alors qu'il devrait être jugé pour détournement de fonds et pour crimes contre l'humanité, circule librement dans le pays, prononce des discours, pose des actes à haute teneur symbolique. Les jeunes générations ne savent plus ce qu'a signifié la longue période de dictature des Duvalier père et fils.

3. Relations avec les autorités gouvernementales en Suisse

La PFHS entretient des relations régulières avec les personnes en charge d'Haïti à la DDC (Direction du Développement et de la Coopération) du DFAE (Département Fédéral des Affaires Etrangères).

¹ Centre d'Enseignement et de Recherches en Action Humanitaire à Genève

² Sous la direction de Jean-Daniel RAINHORN, « Haïti, réinventer l'avenir », Editions de la Maison des sciences de l'homme à Paris & Editions de l'Université d'Etat d'Haïti à Port au prince, imprimé en France, 351 pages

³ Kenbe La Ayiti! Autres regards sur Haïti.

⁴ Cf. Rapport de la journée : „aide d'urgence/développement, quel partenariat?“
Plaquette de 28 pages disponible à la PFHS

⁵ Michel Martelly, chanteur, est investi Président de la République le 14 mai 2011

Au moment de quitter sa responsabilité à la DDC pour aller au Tchad, Mr. Simon Zbinden s'exprime ainsi : « pour moi votre Plate Forme est un exemple comment les acteurs suisses dans un pays peuvent devenir une voix auprès du gouvernement suisse ».

Colloque International « Haïti: des lendemains qui tremblent »

Ce colloque s'est tenu à Genève du 12 au 14 janvier 2011, soit une année après le terrible tremblement de terre qui dévasta Haïti. Il était organisé par le Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire de Genève / Université de Genève⁶.

Les objectifs du colloque étaient de :

- commémorer le premier anniversaire du tremblement de terre.
- offrir un lieu de rencontre, de réflexions et de débats à la communauté haïtienne, qu'elle réside en Haïti ou dans d'autres pays, avec des chercheurs et des responsables d'association humanitaires et de coopération internationale travaillant en Haïti. Un lieu qui soit de libre parole, d'échanges et de partage autour de questions pour l'avenir du pays.
- faire appel à différents types d'expertises ...
- permettre la publication d'un ouvrage réunissant les contributions des participants qui soit un outil de réflexion pour ceux qui jouent et joueront dans un avenir proche un rôle dans la reconstruction du pays⁷.

Les orateurs, oratrices étaient principalement des Haïtiens (-ennes).

Au cours du colloque le documentaire réalisé par Muriel Brenner : « Kenbe La Ayiti » / « Autres regards sur Haïti » a été projeté. Ce film présente un certain nombre de réalisations concrètes, « de terrain », en Haïti. PAIS, partenaire du MCI, figure dans ce film.

Trois membres du MCI participèrent à ce colloque pendant les trois jours, débats, ateliers. Ce furent des moments d'échanges spontanés mais d'une grande richesse, avec les conférenciers, les participants. A cette occasion, des pistes de réflexion pour l'avenir dans le cadre du MCI et dans celui de la Plate-forme Haïti de Suisse ont émergé.

⁶ Il a pu être organisé grâce à la collaboration et au soutien des institutions suivantes: Université de Genève, Confédération Suisse, Direction du développement et de la coopération (DDC), Fédération Genevoise de Coopération, Agence nationale de recherche, Kombit, Université de Laval, Médecins du Monde, République et Canton de Genève.

⁷ Extraits de la publication de présentation du colloque

Centre international Développement et civilisations Lebret-Irfed

Depuis sa création, le Centre et le MCI entretiennent des lignes étroites, que cela soit au niveau de la réflexion ou de l'action. Les contacts avec le Centre Lebret-Irfed ont continué en 2011.

Nous sommes dans une période au cours de laquelle beaucoup d'organisations nées de la problématique du « développement » parviennent peu à peu à leur 50^e anniversaire, font bilans, évaluations, sont confrontées à l'actualisation en regard des grands défis (nouveaux rapports de force, nouvelle acuité de la faim, environnement, respect des droits de l'homme...), élaborent de nouvelles perspectives, doivent proposer des alternatives construites, cohérentes et concrètes.

La parution du livre de François Bellec (en collaboration avec Marlyse Thommen, Lidia Miani, Bernadette Huger, Yves Berthelot, Claude Baehrel et Eric Sottas - préface de Guy Aurenche et postface de Yves Berthelot, Président du Centre Lebret-Irfed) « Sergio Regazzoni, la solidarité n'a pas de frontières » a constitué une forme de capitalisation d'expériences d'aide au développement auxquelles le MCI a été associé. En effet, Sergio Regazzoni, ami de toujours, décédé en juillet 2009, a été membre du MCI avant de rejoindre le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) où il assumait pendant 10 ans la responsabilité de la relation partenaire en Asie-Pacifique. Il fut ensuite nommé directeur du Centre Lebret-Irfed à Paris, où il continua à tisser des relations avec les personnes et les organisations du monde entier.

50^{ème} anniversaire du MCI

En 2012, le MCI aura 50 ans et souhaite profiter de l'occasion pour dresser un bilan de son action, planifier son engagement futur et questionner le fonctionnement de la coopération internationale sous les angles de la relation de partenariat nord-sud, la démarche d'autonomie, les modes de coopération. Afin de préparer les activités du 50^{ème}, un groupe de réflexion à fonctionner tout au long de l'année 2011 avec une participation régulière de l'ensemble des membres. Un coordinateur a aussi été engagé à mi-temps à partir du mois de mai.

Nous nous dirigeons vers des « temps forts » au printemps 2012 (organisation de conférences/débats publics) et à l'automne (rencontres à Genève avec nos partenaires du Sud). Les thématiques privilégiées sont l'économie sociale et solidaire, les peuples autochtones, la question des jeunes, l'éducation, la capitalisation de quelques projets et de l'histoire du MCI. La réflexion s'appuie sur nos liens particuliers avec nos partenaires du Sud. Ceux-ci ont répondu à un questionnaire articulé autour des thèmes choisis et élaboré avec les membres du MCI porteurs de projets. Un travail de capitalisation des expériences acquises est ainsi mené. Une vidéo traitant de la problématique de la coopération internationale et une exposition d'art (tableaux, photos) concernant Haïti et Timor sont aussi prévues pour 2012.

Soutiens et Prises de position

- Deux membres du MCI ont participé à la marche « Stop exclusion ».
- Soutien du MCI à une rencontre des peuples autochtones Wayuu (Colombie) et Daguita (Argentine) au sujet de l'impact de multinationales suisses extractrices de ressources naturelles (Glencore et Xstrata) sur ces peuples. Au nom du MCI, un de ses membres a contacté le service de l'ONU des défenseurs des droits de l'homme pour assurer la sécurité des participants autochtones de la rencontre lors de leurs retours au pays.
- Deux membres du MCI ont été à la base d'une rencontre en septembre entre une délégation composée de représentants Mapuche, l'ONG France Liberté (dont un membre du MCI fait partie), des membres du groupe d'expert sur les peuples indigènes et le rapporteur spécial sur les peuples indigènes de l'ONU pour parler de la situation des Mapuche du Chili et d'Argentine. Le rapporteur a réalisé une visite sur place en novembre pour évaluer la situation. Au cours de ces démarches, les informations fournies par le CAI (partenaire en Argentine du MCI) ont été d'une grande importance.

Rencontres à Genève avec nos partenaires du Sud

- Nous n'avons pas eu de visite de nos amis du CEDAC ⁸(Brésil), mais avons appris le décès du président du CEDAC, Padre Agostino. Le MCI collabore avec le CEDAC depuis près de 30 ans. Il s'associe à la peine des membres du CEDAC.

Civilistes

Le service civil permet aux jeunes qui ont un problème de conscience avec l'armée d'effectuer un service utile pour la collectivité. Ce service s'effectue avec les organisations d'utilité publique dans les domaines du social, de l'environnement, de la conservation des biens cultures, de l'aide aux paysans de montagne ou encore dans la coopération au développement. Les affectations permettent aussi aux jeunes d'effectuer des expériences de vie qualifiantes.

Le MCI a maintenant une petite tradition d'engagement de civilistes. Leur présence nous permet par exemple d'organiser un événement public, de mettre à jour nos archives, de favoriser un travail en réseau et bien sûr de collaborer avec les membres du MCI qui sont tous bénévoles. Le MCI apprécie leur maturité, leur sens des responsabilités, leurs réflexions sur le monde d'aujourd'hui.

Nous avons accueilli en septembre 2010 Fawzi Benouari. Celui-ci est resté avec nous jusqu'en mars 2011. Au terme de ces 6 mois, il a été procédé à une évaluation conjointe de son travail, selon notre habitude.

En ligne avec ce qui précède le MCI a marqué son appui à **CIVIVA -pour un service civil fort**. Civiva soutient le maintien et le développement du service civil, notamment via de bonnes conditions d'engagements pour les civilistes. Civiva met en lien l'engagement de toutes les organisations et établissements d'affectation qui soutiennent le service civil. Civiva est soutenu par un large éventail politique car le service civil est une question qui concerne tout le monde.

⁸ Centre d'Action Communautaire à Río de Janeiro

Activités au Sud

Economie solidaire

Argentine: « Appui à des initiatives communautaires pour un développement participatif – Renforcement d’une plateforme sociale et environnementale – La Plata »

Notre partenaire CEPRODES⁹ représente « Red Social y Ambiental » (www.redsocialyambiental.org.ar), un réseau d’ONG intégré par des associations menant des actions dans la zone métropolitaine de Buenos Aires, visant au renforcement des communautés par l’appui au développement d’initiatives communautaires de production, formation au travail, promotion de la santé et de la prévention, promotion de l’éducation et de l’alphabétisation.

Le but principal du Réseau est de contribuer à l’amélioration de la qualité de vie de ces communautés urbaines et périurbaines, vivant dans un contexte de pauvreté et de marginalisation.

Après plus de 40 années de migration rurale vers la capitale, 2/3 de la population de l’Argentine habite dans la zone métropolitaine de Buenos Aires, présentant un taux de chômage et de pauvreté bien en dessus de moyennes nationales. La ceinture périurbaine concentre les populations les plus défavorisées, avec des carences en services publics (eau, égouts, services sanitaires, etc.) et des eaux contaminées, qui se retrouvent chaque jour dans une lutte permanente pour la survie.

La plupart de ces familles n’arrive pas à couvrir leurs besoins en nourriture et les conditions de logement sont déplorables, dans des endroits inondables, pollués par les déchets des industries qui sont à l’origine de nombreuses maladies: des problèmes respiratoires graves, du cancer, des malformations congénitales. Les enfants présentent des grandes difficultés pour l’apprentissage et la socialisation.

Les femmes sont très présentes dans les organisations de base et très actives dans le soutien des initiatives communautaires leur permettant d’agir face aux pénuries et de répondre aux besoins les plus urgents, tout en continuant à mener de front les charges du quotidien dans ces conditions de précarité et d’insalubrité. En cherchant à améliorer le bien être de leurs familles et en créant des réseaux de survie dans leurs quartiers, les femmes réalisent un travail bénévole qui n’est pas reconnu à sa juste valeur. Ce travail des femmes en première ligne, que ce soit au foyer ou dans des initiatives communautaires, ne trouve pas de contrepartie au moment des discussions et de la prise de décisions où ce sont les hommes, majoritairement, qui font entendre leur voix et prennent les décisions.

⁹ CEPRODES : Centre de Projets stratégiques pour le Développement Durable



Photo de gauche: vente d'artisanat produit dans les ateliers communautaires- Photo de droite : camp des Femmes - Espace de réflexion sur les problèmes de genre et promotion de l'auto-estime

De manière générale, malgré l'effort investi par les acteurs communautaires, les structures existantes ne permettent pas à ces populations de faire face à leurs besoins fondamentaux. Il faudrait les renforcer, afin qu'elles puissent trouver une autonomie financière grâce à leur propre travail. La demande de ces populations est d'une meilleure formation et spécialisation professionnelle. Réussir ceci grâce à l'intégration de la problématique environnementale et de la sauvegarde des ressources, tel est le défi de ce projet.

Pour atteindre ses objectifs, le Réseau organise des espaces de rencontre, de réflexion et de formation au travail, adressés aux membres des organisations sociales de base et traitant des problèmes environnementaux. Il cherche à renforcer leur participation et leur impact sur les politiques publiques et les encourage à pratiquer des techniques de production comportant des technologies qui soient respectueuses de l'environnement. Il promeut des pratiques de commercialisation basées sur l'éthique du commerce équitable.

Pour lutter contre l'exclusion, le Réseau encourage la création d'associations de quartier pour mieux faire face aux problèmes. Il s'agit prioritairement de créer des emplois à partir des initiatives communautaires de production, mais aussi de travailler dans différents ateliers avec des techniques d'éducation populaire permettant la revalorisation de la culture et la rencontre avec des valeurs perdues, en créant des nouvelles relations sociales. On réalise aussi des ateliers spécifiques pour les enfants et les adolescents.

La participation égalitaire des femmes et des hommes dans les supports des activités productives et les initiatives de production communautaire est un axe important à travailler dans les espaces de formation et de réflexion. Le projet se propose d'encourager la participation des femmes, tout en promouvant un processus d'auto-estime et de confiance en elles mêmes pour favoriser l'expression de leurs opinions dans les lieux de décision.

Le projet court d'avril 2010 à avril 2012. Les 12 premier mois ont permis la réalisation d'un total de 66 ateliers de formation (boulangerie, confiserie, production laitière et fromagère, confitures et conserves, production textile, ébénisterie, production avicole, administration des initiatives de production, stratégie de commercialisation, calcul et formation des prix). En outre, 48 ateliers à thématique transversale ont eu lieu. Ceux-ci traitaient de l'utilisation appropriée de l'eau, de l'hygiène et de la santé et de la problématique « genre ».

Par ailleurs, toutes les améliorations des structures dans les lieux de travail ont aussi été faites: installations électriques, eau, murs et sols. Tous les locaux sont maintenant adéquats.

En ce qui concerne les demandes du Réseau à l'Etat pour la mise en œuvre de politiques publiques, nous pouvons mentionner quelques succès : l'obtention de l'installation de l'eau courante et la collecte des poubelles dans trois quartiers de La Plata et un à Berisso, fruits des réclamations organisées et systématiques des organisations civiles du Réseau.

A ce jour, les résultats s'avèrent très positifs :

- Noyaux de production collective renforcés.
- Meilleure conscience collective sur l'utilisation rationnelle de l'eau et l'importance de l'utilisation d'une eau propre et de qualité pour la santé humaine.
- meilleure pratique de santé préventive, notamment fréquentation des centres d'action préventive pour des vaccins et autres.
- Progrès en ce qui concerne l'égalité entre hommes et femmes

Haïti: Promotion de la participation citoyenne de la Grande Ravine

Les dernières phrases du rapport d'activités MCI 2010 sur Haïti disaient : les membres de PAIS¹⁰ éprouvent de la tristesse mais ils continuent. « **Kembe Men: Accroche-toi !** »
Ils n'abandonnent pas.

Le premier janvier 2011, le MCI recevait les vœux de notre partenaire en HAÏTI par l'intermédiaire de son directeur Anice Ladouceur : « Année 2010 terrible, cruelle et méchante à la fois mais aussi une année de réflexions profondes, de questionnements, de positionnements face aux responsabilités, engagement qui nous incombe »

Remerciements pour l'accompagnement du MCI, vœux que l'année 2011 soit une année de grandes réalisations, de dépassement et de rêve...

Après avoir passé l'année 2010 aux côtés de PAIS, les deux volontaires suisses d'EIRENE, Mario & Joëlle avec le petit Léon rentrent en Suisse. Soutenu par l'extraordinaire élan de solidarité financière (y compris une contribution de la Chaîne du Bonheur), PAIS avait connu en 2010 un vrai décollage, avec les populations locales comme avec les rescapés du séisme. Rappelons pour mémoire les groupes de parole, l'élargissement de l'atelier de couture, les cliniques mobiles, la lutte contre le choléra, le creusement de latrines, le tournoi de foot, la formation à la citoyenneté, l'apprentissage de l'informatique avec l'apport d'ordinateurs grâce au concours de BASAID, etc... etc ... sans compter le renforcement institutionnel.

En 2011, PAIS a essentiellement continué sur la lancée, approfondissant les expériences faites autant que les enseignements à en tirer. Cependant, les caisses quant à elles se vidaient...

Clément, nouveau volontaire d'EIRENE a pu être envoyé fin 2011 avec le concours de la DDC. Bien arrivé à Port au Prince, où Yonel Fleurissant l'accueillait et l'a piloté pendant deux jours à Port au Prince, puis l'a accompagné jusqu'au Cap Haïtien, où l'équipe de PAIS l'attendait.

Bon début, accueil chaleureux, mais il faut tout découvrir, écouter, s'adapter pour une vie nouvelle. Il accomplit fin décembre/début janvier 2012 son immersion en Haïti, prend connaissance de l'état des lieux avec PAIS, les bilans et les projections. Une nouvelle étape est à l'ordre du jour avec de nouvelles activités et surtout la continuité du renforcement institutionnel.

Pendant ce temps, des changements ont eu lieu:

- Haïti se dote d'un nouveau Président le 14 mai 2011 en la personne de Michel Martelly, musicien, compositeur, face à Mirlande Manigat.
- à EIRENE Patricia Carron remplace Edith Kolo Favoreu en juin 2011.

¹⁰ Programme d'Appui à l'Insertion Sociale, partenaire du MCI dans la région du Cap Haïtien au Nord d'Haïti

C'est pour le MCI l'occasion de remercier Édith pour ses compétences, son humanité, son sens du partenariat et notre bonne collaboration institutionnelle entre EIRENE, MCI et PAIS.

A Patricia, le MCI souhaite bonne route et se réjouit de travailler avec elle dans le même esprit. Peu de temps après son arrivée, elle a effectué un premier voyage en Haïti, visité les divers endroits où des volontaires EIRENE sont engagés ; elle était accompagnée de Yonel Fleurissant, Haïtien chargé de coordonner leur travail. Patricia est revenue impressionnée de l'engagement de l'équipe de PAIS et du travail en profondeur au rythme d'une vie chargée d'imprévus en permanence.

En même temps que Clément, d'autres volontaires préparaient leur départ vers Haïti, dont Nicolas pour une mission de courte durée qui débutera en février 2012. Nicolas sera appelé à se rendre à plusieurs reprises de l'Artibonite où il sera stationné au Cap Haïtien, surtout pour travailler avec PAIS sur leur expérience de formation citoyenne.

Le groupe Haïti-MCI a rencontré plusieurs fois Clément en septembre et octobre en vue de son séjour au Cap. Un week-end chez les Thommen près de Olten a permis de peaufiner nos derniers entretiens avec lui et à Nicolas de se joindre à nous. Rien de plus vivifiant qu'une rencontre de travail, mais aussi de détente, bons repas, pour tisser des liens plus solides.

En conclusion, voici les remerciements et vœux que PAIS adresse au MCI pour 2012 : « Nous n'avons pas connu de tensions douloureuses en terme d'évènement à part le choléra que l'année 2010 nous a apporté et qui fait encore des victimes. Nous avons passé une année plus calme, plus paisible, plus conciliante, plus solidaire, plus participative. Presque toutes nos activités : couture, micro crédit, informatique, latrines, formation citoyenne, nous ont laissé un goût suave. Le 25 décembre, nous venons de réaliser notre première graduation pour les femmes en couture.

Votre accompagnement nous a été si intéressant, nous ne pouvons pas laisser partir l'année sans formuler vœux et gratitude. Nous vous souhaitons du courage, de l'enthousiasme et de la conviction pour faire avancer la lutte pour le développement endogène... Nous sommes confiants que demain est à nous ». **Signé : les communautés de la Grande Ravine, de Mapou et du Cap Haïtien.**

Nous leur redisons « **Kembe men, accroche-toi !** »



Timor: Centro de Desenvolvimento Comunitario (CDC)

La période de coopération entre le MCI et la FGC sur ce projet d'appui aux activités du CDC (Centre de développement communautaire) à Baucau aura été d'une durée totale de quatre ans seulement. Deux phénomènes favorables au partenaire local ont joué positivement dans ce sens :

- la participation de plusieurs « bailleurs » ONG en Europe qui ont fonctionné en Consortium (France, Angleterre, Allemagne, Suisse) ; le MCI est sortant, MISEREOR revient.

- la participation locale : le Gouvernement, plusieurs Ministères, ainsi que des organisations multilatérales (FAO, BIT), sont intéressés par l'expérience du CDC en matière de création d'emplois et de génération de revenus en milieu rural pauvre, particulièrement dépourvu. Ils ont soutenu le CDC en matière de création d'infrastructures (construction et équipement d'un hangar pour les forgerons et de deux cuisines pour la transformation de fruits et légumes) plus tôt et plus fort que prévu. Ceci a déchargé par conséquent la demande du CDC auprès d'organisations non gouvernementales, bailleurs solidaires. Par ailleurs, une proposition a surgi, encouragée par le Gouvernement, d'offrir au CDC la possibilité de postuler et devenir un Centre de Formation Professionnelle reconnu par le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Les tractations sont en cours.

Après l'évaluation de 2007 et la planification 2007-2011, une nouvelle évaluation, commanditée par les ONG bailleurs de fonds, suivie d'une planification stratégique 2011-2013 a eu lieu en juillet 2011, facilitée par deux partenaires de l'Inde. Le MCI sort désormais de l'appui financier au projet. Il lui importe d'être, de rester, de devenir « partenaire sans argent », intéressé par le sort du jeune Timor oriental d'une façon générale, par l'aventure du CDC en particulier et par la construction d'un partenariat dans la durée, indépendamment de l'aspect financier. Par ailleurs, et en dépit de sa « chance » en appui financier, l'expérience du CDC reste un vaste chantier, inédit et plein de défis en raison de l'histoire du Timor oriental.

Dans un sens de continuité, le MCI prévoit d'inviter et d'associer le CDC aux activités de son 50^{ème} anniversaire en 2012 et veut notamment favoriser l'échange productif entre partenaires impliqués dans des expériences comportant la création d'emplois et la génération de revenus en milieux précaires.

Le MCI fait un bilan à ses yeux original et stimulant d'une relation intensive avec un partenaire jeune dans un pays jeune, c'est-à-dire sans mémoire préalable de travail d'ONG, mais doté d'une mémoire collective marquée par plus de quatre cents ans de colonisation et traumatisée par l'occupation indonésienne et son issue conflictuelle conduisant à l'Indépendance en 2002.

Finalement, nous soulignerons que le soutien à ce projet aura aussi fait l'objet d'une intense relation entre le MCI et la FGC, qu'il s'agisse de la phase de préparation et d'acceptation du projet, de la disponibilité de la FGC à l'occasion des passages respectifs des amis timorais à Genève ou encore des échanges et conseils que nous avons pu obtenir de la part de la FGC au fur et à mesure du déroulement du projet et des phases de compte-rendu.



Photo de gauche :Début de l'atelier des forgerons- Photo de droite :Outils produits par les forgerons



Photo de gauche: Formation complémentaire du groupe de production de sauce tomate- Photo de droite: Promotion et marketing de la productions de sauce tomate

Peuples autochtones

Argentine : Conseil Assesseur Indigène (CAI) / Association Accesos

Poursuite du projet commencé en 2004 : Récupération des territoires occupés traditionnellement par les communautés Mapuche, avec une reconnaissance officielle et des titres légaux. Reconstitution de leur mémoire historique et revalorisation de leur culture. Ce projet comporte la création de centres logistiques ainsi qu'un appui professionnel pour l'obtention de la démarcation de territoires et la régularisation de la situation foncière.

Le CAI (Conseil Assesseur Indigène) est une organisation paysanne formée par des communautés Mapuche de la Province de Rio Negro, dont l'objectif principal est la récupération de leurs territoires traditionnels et de leur culture. Il est reconnu par la loi provinciale des peuples autochtones, et de ce fait il peut se présenter comme entité représentative du peuple Mapuche devant l'administration publique et la justice provinciale.

Dans un pays où le racisme est encore généralement ancré dans la société, les militants du CAI et leurs enfants ont su gagner du respect au sein des institutions et de la société civile de la province de Rio Negro. Ils sont aujourd'hui respectés en tant que Mapuche et en tant que personnes qui luttent pour le respect de leurs droits et pour la reconnaissance de leur territoire.

Pendant l'année 2011, les principales activités du projet ont été les suivantes:

1. Récupérations et réaffirmations territoriales

- Mobilisation, dénonciation publique et procès judiciaire suite à l'attaque à main armée et à la réaffirmation de l'occupation traditionnelle de la communauté NTK à Ñorquinco.
- Mobilisation, dénonciation publique et défense judiciaire dans le procès et l'ordre d'expulsion contre la communauté Pichún à Cuesta del Ternero.
- Présence et accompagnement au Lof Loncón dans le processus de réaffirmation et de récupération de son occupation traditionnelle (2.500 ha).
- Consolidation de la récupération du Lof Antilef à Cuesta del Ternero (amélioration des installations d'habitation).
- Réaffirmation de la fraction du territoire de la Communauté "El Álamo".
- Récupération du siège du CAI à Ingeniero Jacobacci usurpé et occupé pendant trois jours par des agents du gouvernement de la province de Río Negro.

2. Formation des militants

- Dans ce cadre, est notamment donnée aux jeunes militants en formation la responsabilité d'effectuer un rapport au sujet de la violence pratiquée par les autorités locales à l'encontre des jeunes Mapuche à San Carlos de Bariloche et dans les occupations récupérées. Ils participent aussi pleinement aux réunions de la Multisectorielle contre la répression et l'impunité à Bariloche.

3. Interventions au niveau des procédures judiciaires

- Continuation des causes antérieures à 2011.
- Introduction de procédures judiciaires concernant l'attaque contre Lof Sayhueque par les forces de l'ordre locales.
- Acquittement des membres du Lof Seguel pour les procédures introduites contre ces derniers pour des supposés délits d'usurpation et de vol.
- Acquittement de Patricia Loncón, Lof Loncón, pour la procédure introduite contre elle pour une supposée agression.
- Restitution au Lof Loncón d'une partie de son occupation traditionnelle, d'un total de 200 ha, ainsi que des biens séquestrés par la justice lors de l'expulsion qui fût ensuite annulée par la Chambre d'appel en mai 2010.
- Ordonnance du Procureur général de la Province de Rio Negro en faveur de l'admissibilité de la Demande collective CAI c/ Province de Rio Negro sur des contentieux administratifs, en appel à une décision initialement négative de la Chambre d'appel. Elle concernait un appel au sujet du retard pris par la justice pour entrer en matière sur la demande territoriale collective des communautés Mapuche, demande la plus importante de l'histoire de la Province sur ce sujet, faite en septembre 2009.

4. Presse, diffusion et sensibilisation

- Présentation du rapport du CAI sur les droits des peuples indigènes au Rapporteur spécial de l'ONU à travers France-Libertés.
- Réalisation de communiqués de presse, déclarations et articles de presse au sujet des problèmes rencontrés dans les récupérations. Programme hebdomadaire de radio et participation dans plusieurs radios locales, édition d'un numéro de la publication Wiñilfe, production de documents internes pour l'utilisation dans les réunions, exposition itinérante de photos des récupérations.

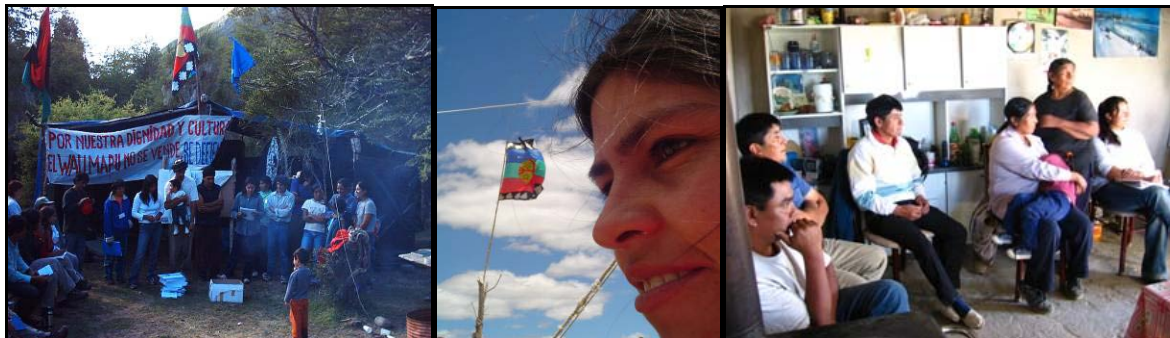
5. Réunions et ateliers

- Participation pendant toute l'année à la *Multisectorielle contre la Répression et l'Impunité de Bariloche*. Adhésion du CAI à tous les documents effectués à travers cet espace.
- Organisation de la conférence-débat "*Tour d'horizon sur la situation actuelle d'application du droit et (non)protection des peuples originaires dans l'Etat de Rio Negro.* »

- Participation à la réunion de la Coordination Latino-Américaine des Organisations de la Campagne (CLOC) de formation des dirigeants, d'une durée de 15 jours, effectuée en territoire mapuche.
- Adhésion au mouvement national d'opposition au projet d'une loi nationale antiterroriste. Le Mouvement pour la Coopération Internationale (MCI) a aussi adhéré à une de ses déclarations.
- Atelier de céramique dans un des sièges du CAI avec une forte participation de femmes et d'enfants des communautés, dans le cadre de la politique du CAI de récupération de la culture ancestrale mapuche en utilisant des techniques ancestrales.
- Diverses rencontres avec les communautés de la Province du Chubut pour soutenir leurs actions, spécialement par rapport à l'application de la loi nationale d'urgence.
- Contact du CAI avec des nouvelles communautés: la communauté Millapi de Paso de Los Molles, qui détient un jugement exécutoire contre un investisseur américain qu'elle n'arrive pas à faire respecter; les communautés Calfu, de Lago Rosario, Chubut, auxquelles une assistance juridique et un accompagnement a été fourni pour la rédaction et la poursuite des demandes devant l'Institut National des Affaires Indigènes de la région sud.
- Réunions périodiques par Lof, de la Coordination ainsi que plusieurs assemblées générales, régionales et locales pour traiter divers sujets.

6. Nouveaux problèmes identifiés

- Le 4 juillet 2011, les volcans Puyehue-Cordón Caulle (à 90 km au Nord-Ouest de Bariloche) sont entrés en éruption et ont projetés des cendres qui ont affecté les zones de Bariloche, Villa la Angostura et el Bolsón, zones où opère le CAI. Les communautés Mapuche de la région se sont vues extrêmement affectées dans leurs activités traditionnelles, dans le pâturage et dans l'élevage du bétail. Le CAI et ses communautés cherchent des mesures palliatives pour les zones les plus affectées et des alternatives de production en vue d'un futur immédiat et à moyen terme qui pourraient remplacer les activités actuelles.



Colombie: Soutien à l'éducation de base des adultes et jeunes du peuple autochtone « Embera »

Le MCI a démarré un nouveau projet avec financement via la FGC (10-40) dont le but principal est le soutien à l'éducation de base des adultes et jeunes du peuple autochtone « Embera » (communes Dabeiba et Frontino), Département d'Antioquia, en Colombie.

En 2008, afin d'évaluer la situation de l'éducation indigène d'Antioquia et d'analyser la faisabilité des projets d'éducation d'adultes, l'INDEI-OIA et CLEBA¹¹ avaient décidé de mener une enquête sur la situation de l'éducation dans les communautés indigènes d'Antioquia, enquête achevée en mars 2009. L'étude, menée par deux anthropologues, a confirmé la nécessité, exprimée plus tôt par l'INDEI-OIA, de développer des projets pour un travail éducatif avec les jeunes et les adultes dans les communautés liées à l'OIA, y compris les Embera. Les difficultés relevées ont trait à l'éducation et l'enseignement des enseignants autochtones qui, selon l'enquête, ont de faibles compétences académiques en langue espagnole (ils ne disposent pas d'une formation suffisante en méthodes d'enseignement et maîtrise de la langue espagnole), mathématiques, sciences sociales et sciences naturelles.

Par ailleurs, les éléments de leur culture ne sont pas enseignés. Il n'y a pas de standardisation de l'écriture de la langue Embera. En outre, l'INDEI indique que certains enseignants n'ont pas une identité claire de leurs communautés (Embera).

En ligne avec le diagnostic ci-dessus, le projet a comme objectif de contribuer à améliorer la qualité de l'éducation de 20 communautés du peuple Embera, dans le département d'Antioquia, effectuant un processus d'éducation de base avec des jeunes et adultes dans une perspective bilingue et interculturelle, leur permettant d'acquérir des connaissances pour agir de manière efficace dans la compréhension et la solution de problématiques de leur environnement.



¹¹ OIA : Organisation Indigène d'Antioquia/ CLEBA : Corporation Educative/ INDEI: Institut d'Education Indigène

Pérou : Mise en place d'un programme de formation et de surveillance territoriale et renforcement institutionnel de la fédération Quechua du bassin Tigre (Feconat)

En décembre 2011, le MCI a débuté un nouveau projet en Amazonie péruvienne, en partenariat avec l'ONG Solsticio et la fédération indigène Feconat (Fédération des Communautés Natives du bassin Tigre). Le financement de ce projet est assuré par l'intermédiaire la FGC qui a réalisé un premier versement au MCI de 50'000 CHF. Ces fonds proviennent de l'Etat de Genève. Durant l'année 2011, le MCI a surtout œuvré à l'élaboration du projet et à sa présentation à la FGC.

Contexte du projet

Depuis plus de 40 ans, la partie nord du bassin Tigre, située au nord-est de l'Amazonie péruvienne, est soumise à une exploitation pétrolière polluante. C'est dans cette région que vivent plus de quatre mille Indiens Quechua en étroite relation avec leur environnement; ils dépendent en grande partie de la chasse et de la pêche pour subvenir à leurs besoins et la pollution engendrée par l'industrie pétrolière affecte directement leur santé.

L'actuel chargé du projet au MCI a pu constater l'ampleur des dégâts lors d'une visite en août 2009: des terrains entiers recouverts de pétrole et des rivières et des lacs contaminés aux hydrocarbures. Selon les indiens Quechua, les fréquentes fuites de pétrole sont dues à des ruptures d'oléoducs vieillissants et mal entretenus.

Malgré cette exploitation non conforme aux lois environnementales et au respect des droits des populations locales, le gouvernement péruvien vient d'octroyer trois nouvelles concessions pétrolières dans la région. L'activité pétrolière s'étendra désormais sur l'ensemble du bassin de la rivière Tigre, qui couvre une surface équivalente à la moitié de la Suisse. Ce territoire est presque entièrement recouvert de forêt tropicale humide et constitue un réservoir mondial de biodiversité.



Figure 1 : Les habitants de la communauté de Marsella (bassin Tigre) constatent la présence de pétrole enterré dans des zones à proximité de la communauté.

Description du projet

Pour faire face à cette situation, les communautés Quechua du bassin Tigre ont créé la fédération FECONAT chargée de défendre les intérêts de ces communautés. A l'image de ce que font les Indiens Achuars dans le bassin Corrientes, FECONAT cherche à constituer et former un groupe de six moniteurs indigènes capables d'informer et de sensibiliser leurs communautés sur des questions environnementales et légales et de documenter et dénoncer les activités illégales d'exploitation des ressources dans la région. Par exemple, lorsque les moniteurs identifient une fuite de pétrole, ils la documentent avec leur appareil photo numérique et leur GPS et ils envoient cette information au siège de la fédération à Iquitos. Sur place, un dirigeant de FECONAT appuyé par un coordinateur se charge de dénoncer le cas à l'Etat péruvien, à la compagnie pétrolière responsable, ainsi qu'à l'opinion publique, afin d'obtenir une réparation des dégâts, un changement des pratiques de la compagnie et une meilleure surveillance du travail des entreprises extractives par l'Etat.

Actuellement, le projet est dans une phase initiale. FECONAT doit se renforcer institutionnellement et développer le programme de surveillance territoriale amorcé pour pouvoir mieux défendre les intérêts des communautés Quechua du bassin Tigre et améliorer la situation socio-environnementale dans la région. L'efficacité du programme de surveillance territoriale dépend en grande partie de la capacité de la fédération à dénoncer ces cas d'activités illégales et de pollutions et à revendiquer des changements dans les pratiques des compagnies. Pour cette raison, le projet présenté comporte **deux objectifs spécifiques** :

- FECONAT et ses communautés disposent d'un programme de surveillance territoriale efficace qui les informe sur la situation environnementale et les activités des entreprises extractives dans le bassin Tigre afin de pouvoir agir contre les actions illégales.

- FECONAT est une organisation forte et légitime qui revendique et participe au renforcement du respect des droits et de l'environnement du peuple Quechua du bassin Tigre ainsi qu'à la mise en œuvre d'un développement durable dans la région.

La réalisation de ces objectifs se fera à travers un processus de formation et d'accompagnement des différents acteurs autochtones du projet (moniteurs, dirigeant de FECONAT, communautés) par des conseillers de l'ONG péruvienne Solsticio, partenaire local.



Figure 2 : Canal creusé par les habitants de la région afin de mettre en évidence les déchets de pétrole enfoui dans le sol par les compagnies pétrolières.

Jeunes

Uruguay: Casa de la Mujer de la Unión (CMU)

Notre partenaire en Uruguay, l'association civile **Casa de la Mujer de la Unión** (CMU), est une institution spécialisée dans la promotion des droits des jeunes et des femmes qui, depuis ses débuts, s'est engagée dans la construction d'une société uruguayenne plus juste et équitable, visant à la reconnaissance effective de la femme en tant que protagoniste du changement social et promouvant l'équité de genre dans un sens large, comprenant tous les espaces de la société. Au début, ses buts principaux étaient de favoriser la prise de conscience de la discrimination des femmes, de promouvoir leur participation dans tous les secteurs de la société et de contribuer à la formulation d'une politique globale d'égalité homme-femme.

Par un travail responsable et soutenu dans le temps, en associant son expérience et ses efforts à ceux d'autres organisations sociales, participant à des collectifs et à des réseaux thématiques au niveau communal, national et latino-américain, CMU saura gagner en visibilité et reconnaissance tout en se consolidant dans son rôle spécifique d'agent de développement et de renforcement de la société civile. L'institution propose des espaces de rencontre, de réflexion, de formation et d'action et les activités s'organisent selon des axes de travail divers et complémentaires : appui et orientation, formation et sensibilisation, coordination avec les secteurs privés et public. On vise à intégrer une réflexion nouvelle sur les approches femme-santé et genre-santé et à rendre visible, tout en les analysant, les facteurs structurels des politiques et des programmes, promouvant d'autres approches et des bonnes pratiques dans les interventions en santé concernant la mère, l'enfant et la famille.

CMU apportera son expérience à divers groupes de la communauté, dans des zones socialement défavorisées, dans la périphérie de la capitale ainsi que dans des zones rurales proches. Répondant aux demandes de la population cible, des programmes seront conçus autour de problématiques telles que l'exclusion sociale, la violence domestique, la formation au travail, la santé et la récréation, comprenant autant des services d'attention individuelle que des activités collectives. Au fil des années, par un processus continu d'apprentissage et d'adaptation aux changements dans la société, l'institution élargit le cadre de ses interventions et génère des nouvelles propositions de travail, notamment par rapport aux droits

humains et à la santé sexuelle et reproductive. Certains de ses programmes s'adressent à des groupes mixtes, toujours dans une approche d'équité sociale et de genre.



Le fonctionnement de CMU est assuré par des professionnels multidisciplinaires, chargés de l'exécution des programmes et du suivi des activités dans les différents domaines, ainsi que par des collaborateurs assumant les tâches administratives et de manutention. Ses sources de financement sont diverses et l'institution considère important de développer différentes lignes de financement lui permettant de préserver le plus d'autonomie possible dans son action. Outre les apports ponctuels d'entreprises privées et les dons, elle compte pour son fonctionnement avec des fonds de la coopération internationale et d'organismes publics nationaux. Par rapport à ces derniers, CMU passe des accords de travail avec notamment l'Institut pour l'enfant et l'adolescent, l'Institut national de la jeunesse, l'Administration nationale de l'éducation publique, le Ministère de la santé publique, le Ministère du développement social, le Ministère de l'éducation et de la culture, l'Institut national de l'emploi et de la formation professionnelle, la Municipalité de Montevideo et d'autres instances départementales.

En 2011, CMU a participé à diverses instances collectives en tant que membre de l'Association nationale des ONG pour le développement (ANONG), l'Association de centres de formation (ADECA), le Comité de l'Amérique Latine et des Caraïbes pour la défense de droits de la femme (CLADEM), le Réseau santé et éducation de la Unión, le Réseau uruguayen contre la violence domestique et sexuelle, ainsi que d'autres réseaux thématiques et territoriaux.



Le projet appuyé par le MCI, **Apuesta Joven**, concerne la problématique de la grossesse précoce, réalité particulièrement présente dans les secteurs les plus défavorisés : l'absence d'éducation sexuelle, les difficultés pour accéder à des méthodes contraceptives, le manque d'un projet de vie, autant d'obstacles qui laissent la voie libre à des grossesses prématurées et répétées. Dès le début, le travail était centré sur la prévention, l'accompagnement des jeunes enceintes et leur préparation à l'accouchement et aux nouvelles situations de vie, dans le cadre d'une approche communautaire et de promotion de la citoyenneté chez les adolescentes des milieux défavorisés de

Montevideo. Le travail s'est développé sous la modalité d'ateliers, impliquant un processus participatif et de construction collective. Des espaces éducatifs et récréatifs ont offert aux participantes un rattrapage de connaissances de base et une préparation pour l'utilisation des ordinateurs et des logiciels. L'offre portait aussi sur la qualité des liens et des soins, ainsi que sur les habitudes nutritionnelles et la préparation d'aliments, afin de favoriser le développement psychique et physique de leurs enfants.

Approuvé par la FGC en août 2004 et financé jusqu'en 2010, ce projet a mené à bien ses activités tout au long de ces années et a pu développer et consolider l'*Espace Jeune* à Villa Española (lieu de participation et de référence pour les adolescentes et les jeunes femmes du quartier), ainsi que le réseau d'organisations sociales et d'institutions de référence dans la zone, diffuser les acquis et capitaliser les apprentissages du projet.

Au niveau du public et de la société en général, il a visé à engendrer une connaissance critique sur la thématique à partir d'une plateforme avec des organisations publiques et privées et des actions conjointes. Par rapport aux décideurs politiques, il a cherché à sensibiliser ceux-ci à la problématique et à promouvoir des instances de dialogue et des accords sur des politiques publiques. L'accent a été mis sur l'auto-estime et la dynamique familiale dans un contexte de formation à la citoyenneté, afin de faciliter la réinsertion scolaire et la formation au travail.

L'équipe du projet a travaillé à la consolidation des espaces éducatifs tout en accordant une attention particulière à la dynamique des familles et aux diverses situations de vie propres à chaque bénéficiaire, parfois de violence extrême, et elle a continué à renforcer les liens avec des organisations s'occupant des adolescentes en situation de risque. La promotion des droits sexuels et reproductifs comportait la connaissance des méthodes contraceptives et allait au-delà de la simple information. Elle s'est développée depuis une perspective de droit, aussi bien par des ateliers mixtes et le service de consultation au siège, que dans les écoles et les lycées de la zone et à l'*Espace Jeune* à Villa Española. Cet objectif était très pertinent, surtout par l'absence de politiques publiques le promouvant, par la méconnaissance des adolescent(e)s sur la sexualité, la reproduction et la contraception dans une société où l'initiation sexuelle a lieu de plus en plus tôt. Parallèlement, l'équipe a réalisé un travail de sensibilisation et de formation des agents sociaux et des éducateurs à la thématique. La formation de multiplicateurs adultes pour la promotion du travail en droits sexuels et reproductifs avec des adolescent(e)s a été un élément-clé pour la portée du projet, mais surtout pour sa soutenabilité dans le temps au-delà de l'intervention de CMU.

Afin d'assurer la continuité des activités de l'*Espace Jeune* à Villa Española, les négociations avec des instances publiques avaient démarré en 2009 dans le but de les convaincre du bien fondé de ce centre pour que l'État le prenne en charge pour son fonctionnement ultérieur. Suite à la présentation de la Systématisation du travail réalisé durant la période 2004-2008, qui avait compté avec la participation des organisations de la zone et du gouvernement local et national, on avait pu constater une reconnaissance certaine du travail réalisé par notre partenaire. Dans ce cadre, en 2009-2010 à partir de l'incorporation des Droits sexuels et reproductifs dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire, thème travaillé auparavant par le projet dans des écoles et des lycées, l'équipe du projet a participé à des échanges entre des associations travaillant sur la thématique et des instances de l'éducation nationale. De même, CMU a pu partager son expérience avec des instances de la santé publique dans le cadre des études pour la préparation d'un nouveau programme d'attention à la santé des adolescent(e)s.



C'est principalement grâce à la qualité de son travail, autant dans l'accompagnement, l'information et la formation de jeunes et adolescent(e)s, la promotion de l'équité homme-femme et l'éducation en Droits sexuels et reproductifs, que par rapport aux communautés locales et la société en général,

que CMU a obtenu l'approbation de l'État pour le financement des activités de l'espace par une convention de travail avec l'Institut pour les enfants et les adolescent(e)s de l'Uruguay (INAU). A long terme, c'est la prise en charge par l'État que l'on vise, dans un cadre de développement de programmes similaires dans d'autres quartiers défavorisés.

D'autre part, dans le cadre de la capitalisation de l'expérience du projet ainsi que de son incidence future sur les politiques publiques, le MCI a appuyé la réalisation d'un séminaire en 2011. En Uruguay, la désertion des jeunes avant de finir le cycle de base de l'enseignement secondaire continue à être très importante, ce qui conditionne leurs chances d'accéder aux possibilités de développement personnel et social ainsi qu'à des emplois dignes. Dans ce sens, il est essentiel d'engendrer des espaces de dialogue entre les représentants des politiques publiques concernant la jeunesse et les organisations de la société civile engagées dans l'action pour améliorer l'impact des programmes éducatifs et sociaux, qui cherchent à maintenir ou à réinsérer les adolescent(e)s dans l'enseignement. Les ménages pauvres et indigents concentrent une proportion très élevée d'enfants et d'adolescent(e)s, ce qui double pratiquement le niveau de pauvreté général dans le pays. Cette problématique devrait rassembler les efforts de tous les acteurs sociaux et politiques afin d'évoluer vers une situation plus équitable et plus juste.

Le 10 août 2011 a eu lieu à Montevideo le séminaire « **Défis et stratégies pour inclure la vision de genre au niveau du travail avec les adolescentes** ». Organisé en partenariat avec ANONG (Association Nationale des ONG), il a eu un très grand impact parmi les décideurs des politiques publiques et une répercussion très importante dans la presse nationale. Ce séminaire se proposait d'offrir une scène où différents acteurs de la société civile et des pouvoirs publics puissent échanger leurs analyses en relation à la situation des adolescent(e)s des milieux défavorisés et, plus spécifiquement, de sensibiliser à l'importance de considérer le genre lors de la conception des programmes, à partir de l'expérience du projet *Apuesta Joven*.

Dans ce cadre, un débat a réuni le directeur de l'Institut pour les jeunes et les adolescents de l'Uruguay, le directeur de l'Institut de la Jeunesse, deux représentants des ONG travaillant dans ce domaine (dont l'équipe d'*Apuesta Joven*) et un psychiatre spécialisé dans la thématique et très reconnu en Uruguay (le Dr Marcelo Viñar). Les représentants des institutions publiques ont admis les difficultés rencontrées à l'heure d'inclure l'approche de genre dans les politiques concernant les adolescent(e)s. Bien que reconnaissant l'évidence et la nécessité d'une telle approche, les équipes professionnelles sont pour la plupart loin de pouvoir différencier les stratégies à mettre en place selon qu'il s'agisse d'une jeune fille ou d'un jeune garçon.

L'évènement a réuni plus de 200 personnes : des représentants des programmes sociaux, soucieux de s'informer sur la perspective de genre qui est encore peu développée en Uruguay, des étudiants, des professionnels et des adolescents convoqués par les centres de jeunes. Une réflexion collective s'est créée autour du défi de combattre les stéréotypes présents dans la vie quotidienne des jeune(e)s. Par la suite, nombreux ont été les éducateurs qui sont passés par l'institution pour

prendre connaissance d'autres documents et pour visiter le Centre Jeune à Villa Española.

La réalisation de ce séminaire a donné une nouvelle place au projet *Apuesta Joven* au sein des pratiques éducatives avec les adolescents en Uruguay : devenu un espace éducatif de référence qui accueille filles et garçons, ce projet interpelle d'autant plus tous les partisans de l'approche genre. Mais le défi est loin d'être résolu. Il est très important de continuer à mener des actions de sensibilisation et d'ouvrir des espaces de dialogue qui enrichissent les pratiques et les conceptions idéologiques, ce qui nous permettrait d'espérer des réponses mieux adaptées aux besoins des adolescent(e)s dans l'avenir.



Photo de gauche: campagne pour une jeunesse sans violence-Photo de droite : séminaire public du 10 août 2011



Photo de gauche: peinture murale au Centre Jeune-Photo de droite: Formation Aide-cuisinier